



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



# FENÊTRE SUR L'AGRICULTURE

Les séminaires débats des acteurs sénégalais



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Représentation au Sénégal | 08 Mai 2015

## « L'ÉLEVAGE PASTORAL ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SÉNÉGAL : QUELLE CONTRIBUTION DES NOUVELLES POLITIQUES ET INITIATIVES D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ? »

Compte rendu de la 7<sup>ème</sup> « Fenêtre sur l'agriculture »

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Initiative Prospective Agricole Rurale (IPAR) ont organisé, le Vendredi 08 mai 2015, la 7<sup>ème</sup> édition des « Fenêtre sur l'agriculture » sur le thème « *L'élevage pastoral et la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal : Quelle contribution des nouvelles politiques et initiatives d'appui au renforcement de la résilience ?* ».

L'élevage assure des moyens de subsistance à des millions de personnes engagées dans diverses activités de production, de transformation, de commercialisation et de fourniture de divers services, le long des chaînes de valeur animales. Il est également d'une importance capitale d'un point de vue nutritionnel, puisqu'il permet un apport de protéines d'origine animale, de haute valeur nutritive. Néanmoins, les investissements et appuis en faveur du secteur de l'élevage, en général, et du pastoralisme, en particulier, sont relativement faibles.

A travers cette édition de la rencontre multi-acteurs, la volonté de la FAO et de l'IPAR était ainsi de contribuer au débat sur le rôle de l'élevage pastoral dans le renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience, à la fois dans une perspective nationale, régionale et sahélienne. Organisée sous l'égide du Ministère de l'Élevage et des Productions Animales (MEPA), représentée par son **Secrétaire général, le Dr. Mamadou Ousseynou Sakho**, la rencontre a regroupé une centaine de participants, dont des représentants du gouvernement sénégalais, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, de la

recherche, des collectivités locales, ainsi que des acteurs de la société civile.

Modérée par M. Adama FAYE, expert en élevage à l'IPAR, la session s'est déroulée en plusieurs temps : une introduction sur le Projet d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) et le code pastoral, suivie des témoignages de représentants d'organisations d'éleveurs et acteurs de terrain. Le débat a ensuite été ouvert aux échanges avec les participants, pour permettre la formulation de recommandations.

### MOTS D'OUVERTURE

Dans son allocution d'ouverture, **M. Vincent Martin, Représentant de la FAO au Sénégal**, a dans un premier temps rappelé la contribution de l'élevage pastoral dans l'économie et la nutrition au Sénégal. Il a souligné la nécessité de saisir l'opportunité d'aborder la question pastorale, qui revient enfin au cœur des débats, notamment avec la mise en place du PRAPS, financé par la Banque Mondiale. Il a également insisté sur la nécessité de mettre en place des démarches innovantes, pour mieux assurer la résilience pastorale. Ceci passe particulièrement par des actions multi-sectorielles, incluant une large concertation et un caractère régional et transfrontalier. L'apport du secteur privé, le ciblage efficient des populations vulnérables, la prise en compte des problèmes nutritionnels et la protection sociale des pasteurs sont aussi des facteurs clés pour cette résilience pastorale.

Dans son allocution d'ouverture, **M. Cheikh Oumar Ba, Directeur Exécutif de l'IPAR**, a également insisté sur la nature de cette rencontre qui offre un espace de dialogue et de débat à saisir pour alimenter les politiques, dans le contexte actuel d'élaboration du Code Pastoral au Sénégal, ainsi que celui lié au processus de réforme foncière en cours. Il a par ailleurs invité les participants à réfléchir sur les capacités d'adaptation pour la résilience.

Le Dr Mamadou Ousseynou Sakho a ensuite exprimé tout l'intérêt que le Ministère de l'Elevage et des Productions Animales accorde à cette rencontre dans le contexte actuel où l'élevage pastoral fait face à de nombreux défis.

## ECHANGES ENTRE LE PANEL ET LES PARTICIPANTS

Pour introduire la discussion, le **Dr. Ibrahima Niang, Expert en élevage du MEPA**, a tout d'abord présenté le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) qui est le projet régional phare de soutien au pastoralisme. Découlant directement de la déclaration de Nouakchott sur le pastoralisme du 29 octobre 2013, ce projet concerne six pays sahéliens que sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, et le Tchad ainsi que le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Centre Régional de Santé Animale (CRSA) qui interviennent dans la composante régionale, en relation avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Le montant alloué à ce projet est de 248 millions de dollars pour une durée de six ans (2015-2021). Soutenu par la Banque Mondiale, ce projet bénéficie de l'assistance technique de la FAO et de l'OIE.

Le PRAPS a pour objectifs d'améliorer l'accès aux moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs dans des zones transfrontalières sélectionnées et le long des axes de transhumance dans les six pays Sahéliens, ainsi que d'améliorer la capacité de ces pays à répondre à temps et de façon efficace en cas de crises pastorales ou d'urgences. 230.000 personnes (pasteurs et agro-pasteurs) sont ainsi directement bénéficiaires de ce projet dont la composante sénégalaise s'élève à 30 Millions de dollars.

Le Dr. Niang a ensuite complété son propos en présentant le Code pastoral sénégalais, actuel-

lement en cours d'élaboration. La réflexion en cours se veut participative et inclusive, avec pour objectif l'impulsion d'une dynamique réelle et durable, favorable au développement des systèmes d'élevage nationaux. Ce nouveau code fixera les orientations essentielles de l'Etat, pour assurer la sécurisation des systèmes d'élevage, pastoraux, agro-pastoraux et périurbains dans le respect de la libre administration des collectivités territoriales, selon les principes de la décentralisation et du Plan National de Développement de l'Elevage.

**Dr Astou Diao CAMARA, chercheuse au Bureau d'Analyses Macro-Economiques (BAME) de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA)**, a ensuite présenté quelques caractéristiques du pastoralisme au Sahel, tout comme les différentes stratégies pastorales qui sous-tendent la résilience des communautés pastorales. Elle a plus particulièrement insisté sur la nécessité pour les pasteurs d'adopter des stratégies innovantes pour s'adapter et améliorer leur résilience, telles que la réorganisation de leur mobilité, la diversification de leurs troupeaux, ainsi qu'un accroissement de la pluriactivité.

Ces stratégies ne sont toutefois pas suffisantes pour sécuriser durablement les moyens d'existence des pasteurs. L'élevage pastoral restant le parent pauvre des politiques publiques. Les enjeux de la nutrition restent en outre très peu intégrés dans les stratégies de développement pastoral. Enfin, d'autres problèmes sont ignorés tels que la gestion quotidienne des entraves à la mobilité, le vol de bétail, la colonisation des terres pastorales ou bien les conflits dans les zones d'accueil.

Dr CAMARA est ensuite revenue sur les enjeux scientifiques de la résilience pastorale, insistant notamment sur la nécessité de repenser la modernisation qui constitue le leitmotiv des politiques publiques ; de prendre en compte la diversité des logiques d'élevage (logique entrepreneuriale et logique conservatrice d'une identité sociale); d'impliquer toute la variété d'acteurs ; de répondre aux besoins de consommation urbaine en produits d'élevage (viande et lait) ; d'encadrer le développement d'une action collective pour créer des espaces de débat ; et d'assurer un développement humain pour les populations mobiles exploitant des zones arides, enclavées, avec un accès limité aux services publics.

La parole a ensuite été donnée aux représentants d'organisations d'éleveurs et acteurs de terrain, pour leurs témoignages.

**M. Samba Moussa BA, du Réseau Bilital Marobe (RBM)**, a démontré en quoi l'insécurité foncière constitue une limite aux capacités d'adaptation de l'élevage pastoral face aux chocs climatiques. L'élevage pastoral transhumant est en effet confronté à de nombreuses contraintes, dont l'extension des cultures, l'avancée du front arachidier, les attributions massives de terres et l'extension des villes (par exemple à Diamniadio), tout cela se traduisant par un rétrécissement des espaces pastoraux. Les populations pastorales sont de ce fait fragilisées.

La mobilité constitue pourtant une stratégie ancestrale d'adaptation aux variations climatiques : basée sur la variabilité spatio-temporelle des ressources naturelles, elle conserve l'environnement et fertilise les terres agricoles en exploitant les pâturages post-culturaux.

Les expériences de Plan d'Occupation et d'Affectation des sols (POAS), ainsi que les unités Pastorales, qui créent des dispositifs de gestion concertée des ressources, constituent des initiatives prometteuses, dans le processus actuel de décentralisation.

Selon lui, le Code pastoral en cours d'élaboration suscite également d'immenses espoirs, quand bien même il est encore muet sur des questions cruciales comme celles du statut juridique de la mise en valeur pastorale d'un espace donné ou d'espaces qui sont devenus illégalement agricoles.

M. Samba Moussa Ba a conclu son intervention en rappelant que la solution à la crise du pastoralisme ne pourra venir que des populations concernées, avec comme préalable la délimitation des zones d'élevage et de cultures. La réhabilitation du monde pastoral ne pourra se réaliser que de manière intégrée au système rural.

**Mme Aicha Sow, du Directoire Régional des en Elevage (DIRFEL) de Dakar**, a ensuite présenté l'expérience de son organisation et la stratégie d'intégration des chaînes de valeurs. Le DIRFEL est en effet une organisation de producteurs de 270 membres qui couvre la région de Dakar et œuvre pour la valorisation des produits de l'élevage par l'intégration de toute la chaîne de valeurs, allant de la collecte du lait, à sa commercialisation et transformation, en se basant sur des collaborations et partenariats.

Le DIRFEL a donc pour objectifs de répertorier les sources de valeurs ajoutées, les acteurs clés des

chemins de vente des produits pastoraux (éleveurs, collecteurs de lait cru, transformateurs et distributeurs) et de créer des synergies et des partenariats entre ces acteurs. La mise en place d'un système de formation continu à travers des partenariats avec des structures de formation ou le développement d'un label qualité font partie également partie de ses priorités.

**M. Doudou SOW** a enfin présenté l'expérience menée dans la **ferme de Nguelakh**, comme une des réponses possibles à la résilience pastorale, notamment à travers l'amélioration de la conduite de la reproduction du cheptel par le croisement avec des races européennes plus productives, par la valorisation de la production laitière et fromagère, par l'agro-écologie et les cultures fourragères et par l'écoulement des produits vers des marchés porteurs. La ferme a reçu l'appui de partenaires Rhône-alpins et a pu se développer dans le village de Nguelakh. Selon M. SOW, les pasteurs n'exploitent pas suffisamment les opportunités de développer un élevage sédentaire plus productif, qui leur permettrait d'échapper aux aléas climatiques et à l'insécurité foncière. Il a aussi rappelé l'importance d'un travail multi acteurs et d'un code rural regroupant toutes les composantes de l'agriculture afin d'apporter non seulement une synergie, mais aussi une complémentarité intersectorielle.

## DISCUSSIONS

La parole a ensuite été donnée à la salle, pour lui permettre de réagir sur les interventions et témoignages. Les discussions résumées par le facilitateur ont ainsi porté sur plusieurs points complémentaires, permettant d'aboutir à un certain nombre de recommandations. Outre la nécessité d'adopter une démarche innovante, dans un cadre multisectoriel et inclusif, les participants ont également appelé à :

- ✓ **mettre en place un système d'information**, face au manque de statistiques sur le milieu pastoral, qui entraîne une absence d'argumentaire économique ;
- ✓ **améliorer l'accès aux ressources productives**, particulièrement l'eau et aux cultures fourragères ;
- ✓ **sécuriser les zones de transhumance**, notamment dans le Ferlo ;

- ✓ **mettre à disposition des baux à usages pastoraux** dans le cadre de la future réforme foncière ;
- ✓ **encourager la revalorisation des chaînes de valeurs**, en améliorant notamment l'accès aux marchés et les processus de transformation et de conservation des produits pastoraux. La question de l'exportation des animaux vivants a par ailleurs été posée face à la particularité du contexte sécuritaire au Sahel ;
- ✓ **adopter une approche intégrée**, notamment en termes de réglementation. Les participants ont en effet souligné les contradictions qui pourraient survenir de la multiplication des codes sectoriels. Dans ce sens, ils ont aussi appelé à une meilleure synergie entre les acteurs agricoles et pastoraux. Il faut en effet des organisations fortes, qui mutualisent leurs efforts pour porter les politiques ;
- ✓ **opter pour une approche centrée sur les exploitations** et miser sur l'accompagnement, le conseil et l'accès aux TIC. Des mesures telles que la mise en place d'un système d'assurance pastorale, ont par exemple été proposées, accompagnées d'une sensibilisation auprès des acteurs ;
- ✓ **mettre les pasteurs au cœur du développement** : les conditions d'un développement durable doivent en effet être posées, en améliorant l'accès aux services et droits humains (eau, éducation, sécurité alimentaire et nutritionnelle) pour permettre le développement du capital humain.
- ✓ **travailler à préserver les races locales** et la protection du bétail ruminant endémique par des programmes d'amélioration génétiques.

## CONCLUSION

A la suite de ces échanges, le **Dr. Mamadou Ousseynou Sakho**, représentant Mme la Ministre Aminata Mbengue Ndiaye, a résumé les principaux points de discussions. Il a rappelé que l'élevage pastoral, malgré une certaine marginalisation, reste au cœur des systèmes agro-écologiques. Sa particularité, notamment son caractère mobile, en fait une pratique à part, longtemps ignorée, malgré son apport sur le plan de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'augmentation constante de la demande en protéines, notamment dans les zones urbaines ainsi que les questions foncières soulevées par la réforme en cours au Sénégal remettent donc l'élevage pastoral au cœur des débats et ouvre de nouveaux espoirs au soutien à ce secteur.

Les initiatives comme le PRAPS et le Code pastoral, s'ajoutant au dynamisme de certains acteurs du secteur, offrent des perspectives d'un réel développement de cette pratique, permettant une meilleure résilience des pasteurs, et au-delà, de toutes les populations qui peuvent bénéficier directement ou indirectement de cette activité. Un changement de paradigme s'impose, pour mettre l'éleveur au cœur de toutes ces initiatives.

**M. Vincent Martin**, Représentant de la FAO au Sénégal et **M. Cheikh Omar Ba**, Directeur exécutif de l'IPAR ont, pour conclure, exprimé leur pleine satisfaction par rapport à la qualité des échanges. Ils ont à nouveau remercié les participants et les panélistes pour leur intérêt croissant à l'initiative, ainsi qu'au thème de cette édition.